

page 5

éditorial

PRE

Né en 1979, l'Ifri fête en 2019 son quarantième anniversaire. Les quatre dernières décennies ont aligné des mutations bouleversantes pour une scène internationale que les décennies précédentes avaient organisée autour de la guerre froide et du mouvement de décolonisation. La fin des années 1970 marque la fin de ce dernier, et amorce la liquidation de la guerre froide, en dépit de son dernier mieux des années 1980. On sait maintenant que l'échéance des années 1980 n'était pas l'entrée dans une ère pacifiante et d'auto-organisation du monde, allant vers ce « nouvel ordre mondial » que George H. Bush entrevoyait dans la coalition politique de la première guerre contre l'Irak.

La perception aujourd'hui dominante est qu'à un temps dominé par l'exigence d'ouverture et de circulation (ouverture des frontières, circulations de biens, de capitaux, d'hommes, de technologies, des valeurs et références politiques avancées par l'Occident et formellement agréées par tous) succède aujourd'hui un moment de fermeture, de rétraction sur des unités politiques traditionnelles (redéfinition des espaces d'échanges, guerres commerciales, restauration des frontières, remise en cause des constructions régionales, exaltation des souverainetés, critiques d'une mondialisation non gouvernée, défense contre les technologies invasives). Le balancier repartirait ainsi – et violemment – contre les logiques des années 1990 ; et l'affirmation de puissance, c'est-à-dire de souveraineté en interne et de capacité d'action vers l'extérieur, serait, à tous niveaux des potentiels, la clé du nouveau monde, cet inconnu encore mal déchiffrable.

L'affaire est sans doute encore plus complexe. La mondialisation contemporaine, à la fois dans les têtes et dans les faits – à savoir l'inscription des sociétés politiques et économiques dans des systèmes d'interdépendance de plus en plus larges – ne s'efface pas d'un geste. Les investissements croisés, les chaînes de production de valeur, les exportations, dessinent une géographie ouverte, pour le meilleur ou pour le pire, qu'aucun prurit autarcique ne peut remettre instantanément en cause. Les circulations de populations ne se tarissent ni à coup de proclamations, ni par les fermetures, bien réelles pourtant, des frontières. Les valeurs occidentales n'ont certes connu qu'une brève révérence, mais les affirmations nationalistes ne sont pas seules à s'y substituer : des références religieuses tiennent la scène ; et d'autres cristallisations politiques, tout aussi transversales, pourraient s'imposer dans le prétendu « vide idéologique » inventé voici trente ans. La défense des biens communs de l'humanité – aujourd'hui abusivement assimilée à l'obsession écologiste – passe évidemment les frontières d'États : seuls les douaniers français ont pu stopper les nuages de Tchernobyl... Quant aux menaces, elles peuvent encore être interétatiques, mais seulement pour partie – et même dans ce cas emprunteraient

le plus souvent des formes que la garde aux frontières serait impuissante à parer. Quant aux constructions régionales, censées voici quelques décennies fournir une multipolarité rationnelle et organisée, elles marquent le pas ; mais là où elles avancent encore – par exemple en Europe –, ce n'est pas en opposition au reste du monde, mais en organisant leurs rapports avec ce monde.

Coexistent donc aujourd'hui une réaffirmation de la singularité des unités politiques – jusqu'aux revendications nationalistes visant à faire éclater de vieux États, cas de la Catalogne ou de l'Écosse... –, et le constat que ces unités politiques sont intégrées dans des structures, ou des flux, constituant les piliers d'une globalisation qui demeure. Les structures peuvent certes être dénoncées ou quittées – voir les décisions américaines – ; il est beaucoup plus difficile de remettre en cause la réalité des échanges commerciaux, techniques ou humains. Les technologies de l'information et de la communication symbolisent la schizophrénie stratégique actuelle. Avec elles se profile une planète à la fois segmentée – contrôles nationaux des techniques et des productions, maîtrise possible des flux, stockage des données... ; et fondamentalement ouverte – multiplication des acteurs des sociétés civiles, limitation des souverainetés par les actions transversales des acteurs du Net..

La revendication dite nationaliste ou populiste, présente à divers degrés dans la vie politique de multiples États, se développe à partir de la définition du politique comme détenteur de la souveraineté. Quels sont les acteurs détenteurs de souveraineté dans un monde formellement structuré et segmenté par les États, mais ouvert par les modes de survie choisis par ces États ? Qui décide, et comment décider ?

On comprend que la question touche surtout aujourd'hui les démocraties, puisque la démocratie se définit par le caractère souverain de la volonté collective. Dans les régimes démocratiques, cette volonté collective semble affectée à la fois dans ses modalités de production (rôle des technologies dans l'accouchement de l'information ou sa déformation), et dans la pertinence de ses éventuelles décisions (à quoi sert-il de décider si c'est sans effet dans un monde globalisé ?)

La dialectique ouverture/renfermement est bien au cœur des réflexions actuelles sur le système international. Mais elle doit se doubler d'interrogations plus classiques sur la stabilité de ses principaux acteurs : toujours les États. Les démocraties montrent aujourd'hui des faiblesses visibles, les

régimes autoritaires faisant illusion. On sait pourtant qu'ils peuvent disparaître, et pas toujours pour faire place au meilleur. Heureux – et optimiste – qui dresse aujourd'hui des plans sur le poids et la pérennité de la puissance chinoise à trente ans, et donc le rôle de Pékin à cette échéance dans le système mondial. Les vulnérabilités de la Chine sont nombreuses ; tout ce que nous savons, c'est que cette dernière pèsera lourd dans un monde ouvert, dans un sens ou un autre, ne serait-ce que par son poids démographique. Mais voici juste trente ans, Mikhaïl Gorbatchev pouvait sembler en passe de réussir ses réformes dans une URSS en marche vers la démocratie...

À terme imaginable – les deux prochaines décennies –, il est peu vraisemblable que la dynamique de rétraction politique, de renfermement, de retour sur une conception classique de la puissance en arrive à défaire le rhizome de la mondialisation. La rivalité des puissances porte plus sur le contrôle des instruments de cette mondialisation que sur la nécessité de les détruire. On ne sait certes jamais où conduit la rivalité d'États qui gardent vaille que vaille la maîtrise de la force à son plus haut niveau, et raisonnent en termes de puissance dominante. Le vertige suicidaire n'est pas interdit. Mais l'affrontement radical saperait les bases d'une mondialisation qui définit leur prospérité.

Le scénario inverse, celui de la défaisance de la puissance étatique, est aussi peu vraisemblable, tant sont divers la nature des États de la planète, et leurs degrés d'insertion dans une mondialisation dominante. Tant, aussi, semble forte la revendication des peuples d'un niveau d'identification de pouvoir proche et compréhensible – niveau que représentent l'État, ou la Nation, en dépit de tous leurs défauts.

Nous serons donc sans doute dans dix ans dans un environnement encore plus complexe et difficile à saisir parce qu'il n'aura pas tranché entre les deux dynamiques dominantes, ni effectué entre elles une synthèse identifiable, commune au moins aux grands acteurs. Alors ? Ou les politiques auront une compréhension suffisante des mécanismes gouvernant ce monde, pour imaginer y peser, l'orienter ; ou ce monde sera totalement incompréhensible, indéchiffrable. L'écho de ce caractère incompréhensible pourrait être une anarchie intellectuelle et politique susceptible de déboucher sur n'importe quel aventurisme. La capacité à saisir intellectuellement le monde qui nous entoure est le préalable d'une approche politique rationnelle – et donc démocratique : des peuples pensant ne plus comprendre le monde tel qu'il est peuvent succomber à tout discours qui se présente comme une clé de compréhension et d'action.

La décennie à venir sera sans nul doute essentielle pour proposer des éléments d'interprétation du monde international né avec le siècle. *Politique étrangère* a voulu s'interroger dans ce numéro exceptionnel, publié à l'occasion du quarantième anniversaire de l'Ifri¹, sur ses dynamiques les plus visibles. Les auteurs des articles de ce numéro ont accepté notre questionnement : à partir du monde que vous voyez, qu'imaginez-vous de ce monde dans dix ans, en 2029 ?

Où en sera la dés-occidentalisation des esprits ? La puissance se sera-t-elle concentrée ou diluée ? Le système financier international se sera-t-il stabilisé ? La pauvreté globale continuera-t-elle de se réduire, où et comment ? La transition énergétique sera-t-elle vraiment amorcée ? Quelles formes la violence internationale empruntera-t-elle ? Où en sera la population mondiale ? Quelle géopolitique dessinent les nouvelles technologies ? À quoi ressemblera l'Europe, construite ou déconstruite ? Les Afriques auront-elles trouvé le chemin d'une croissance durable et politiquement structurée ? Le Moyen-Orient est-il condamné à un éclatement durable ? L'Asie est-elle le nouveau centre du monde ?

L'Ifri a ainsi voulu inscrire son anniversaire de 2019 dans la démarche qu'il a toujours privilégiée, mêlant la connaissance du présent et l'imagination de l'avenir. Pour boucler la boucle, nous concluons ce numéro en reproduisant un article rédigé par Raymond Aron pour notre revue en 1979, qui s'interroge sur le rôle des puissances, en particulier sous la forme des interventions extérieures.

Les instruments du débat sont là. Napoléon, disait Victor Hugo, « aimait les vieux habits et les vieux chapeaux ». Avant d'ajouter : « Pour un cerveau qui travaille, la pression d'un chapeau neuf est insupportable² »... Au lecteur de juger s'il doit changer de couvre-chef.

Dominique David

1. On pourra se référer aux analyses de l'Ifri durant ces quatre décennies dans : D. David (dir.), *Une Histoire du monde. Quarante ans de relations internationales*, avant-propos de Thierry de Montbrial, Paris, Dunod, 2019.

2. V. Hugo, *Choses vues*, Paris, Gallimard, 2002.